

L'ESPOIR D'UN MONDE SANS SIDA



© Olivier Donnars/NURPHOTO

Le Parti socialiste s'est engagé, de tout temps, en faveur de l'évolution de la société. À quelques jours du 1^{er} décembre, journée mondiale de lutte contre le Sida, il est là pour rappeler l'importance de la volonté politique pour éradiquer la maladie. Comme l'explique Jean-Luc Roméro dans ce numéro, la fin du Sida est possible, et à court terme, si la mobilisation et les moyens mis en œuvre sont à la hauteur.

Alors que 37 millions de personnes vivent avec le virus dans le monde, dont 150 000 en France, à peine la moitié ont accès au traitement antirétroviral. Près de 2 millions de personnes sont infectées chaque année par ce virus qui fait plus d'un million de morts par an. Ces chiffres mondiaux cachent une disparité importante entre les pays riches et les autres, où les

malades n'ont pas accès aux médicaments et où la prévention est quasiment inexistante.

En France, les malades sont soignés, mais il y a encore beaucoup à faire en terme de prévention pour éviter de nouvelles infections. « *Comme les malades vivent, la maladie devient invisible* », dénonce Jean-Luc Roméro, qui pointe les nombreuses discriminations dont sont encore victimes les séropositifs.

L'espoir de connaître un monde sans Sida, maladie qui a fait plus de 35 millions de morts depuis le début de l'épidémie, est là. Il nécessite de se mobiliser pour promouvoir un large accès aux soins et en finir avec les idées reçues sur cette maladie.

INTERVIEW DE JEAN-LUC ROMÉRO

CONSEILLER RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE, MAIRE ADJOINT DU 12^E ARRONDISSEMENT,
PRÉSIDENT D'ELCS (ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA)

“ IL MANQUE UNE VOLONTÉ POLITIQUE POUR ÉRADIQUER LE SIDA ”



© Philippe Grangeaud

Où en sommes-nous aujourd'hui dans la lutte contre le Sida ?

37 millions de personnes dans le monde vivent avec le virus, ils sont 150 000 en France. Et environ 1,1 million de personnes meurent chaque année alors qu'il existe des traitements. À peine la moitié de ceux qui en ont besoin y ont accès.

On est dans une situation paradoxale en 2017 car c'est une maladie dont on entend presque plus parler alors même que l'Onusida estime qu'on peut l'éradiquer en 2030 ! On a besoin d'une vaste mobilisation car cela nécessite d'atteindre certains objectifs d'ici 2020, notamment que 90 % des séropositifs soient dépistés et que 90 % des malades soient sous traitement.

En France on estime que 25 000 personnes sont séropositives sans le savoir. Il faut prendre des initiatives, comme celle de la ville de Paris menée par Anne Hidalgo, qui s'engage pour le dépistage et l'accès à la PrEP (traitement préventif pour empêcher la contamination).

Ces initiatives régionales montrent qu'on a besoin de parole politique forte à tous les niveaux. Ce combat est un peu oublié alors qu'il doit se mener au niveau national et international et que la France doit en être l'un des fers de

lance. La responsabilité des politiques est importante, or, la question du Sida n'a, pour la première fois, pas du tout existé pendant la dernière présidentielle. Lors du Sidaction, alors que les candidats portaient des rubans rouges, ils étaient sur des plateaux télé où personne n'a évoqué la question.

Pourquoi a-t-on tendance à oublier la maladie ?

Dans nos pays riches, on a accès aux traitements. Du coup l'espérance de vie d'un séropositif est quasiment la même que celle d'un séronégatif, même si les deux n'auront pas la même vie. Ces gens sont vivants, donc on reste dans le confort de ne pas y penser. La France est pourtant marquée par de fortes disparités : un quart des malades vit à Paris. En Guyane ou en Guadeloupe, la situation est très difficile.

Et comment accepter que si les malades des pays du Nord vivent, ceux du Sud, eux, soient condamnés à mort ? Les politiques ont une vraie responsabilité là-dedans car on ne parle plus du Sida.

C'est d'autant plus dommage qu'être le président d'un pays sans Sida, c'est possible si on met les moyens, si on assure le dépistage des 25 000 séropositifs qui ne le savent pas, si on permet un accès plus facile au traitement PrEP.

Si on a toutes les années entre 6 000 et 7 000 nouvelles infections en France, c'est bien qu'il faut mener des campagnes de prévention, et que les gens concernés se sentent touchés par les argumentaires.

On a un vrai espoir d'arriver à un monde sans Sida, c'est possible. San Francisco par exemple a quasiment éradiqué le Sida grâce à sa politique sanitaire. Il y a environ 12 000 personnes sous traitement PrEP pour 850 000 habitants. En France ils sont à peine 6 000 !

Quelles sont les actions à mener ?

L'accès aux traitements dans les pays pauvres, c'est une question d'argent. Les donateurs sont en baisse. Il suffirait de 25 milliards de dollars par an pour que ces malades continuent à vivre. Comment expliquer l'intérêt du dépistage si, une fois dépisté, on sait qu'on n'a pas accès au traitement ? Tout doit se faire en même temps.

Il faut aussi agir auprès des populations vulnérables, homosexuels, usagers de drogues, travailleurs du sexe, car on sait que quand, dans certains pays, on les criminalise, ça empêche la prévention. Quand on doit se cacher, on n'est pas agent de prévention.

En France, il faut aussi évoquer la question de la visibilité. Car les porteurs du virus sont, encore aujourd'hui en 2017, discriminés. On n'ose pas dire sa maladie, car on s'attaque d'abord au malade. La prévention marque le pas. Par exemple, à Paris, il y a 40 000 personnes séropositives. Peu de Parisiens n'en connaissent pas au moins une. Et pourtant la plupart ne le savent pas car les malades n'en parlent pas. Il faut se cacher au travail, dans sa vie personnelle et même parfois intime. On est discriminés auprès par les assurances, les banques... et la discrimination oblige à être invisible.

Alors qu'enfin, il existe un espoir d'un monde sans Sida, la mobilisation n'est pas à la hauteur. Ce monde ne sera possible que lorsque la volonté politique sera là. Le 1^{er} décembre est un moment de mobilisation dans le monde entier qui doit faire bouger nos élus.

FEMMES ET POLITIQUE: OÙ EN EST-ON ?

« Il n'y a pas de socialisme sans féminisme, car le socialisme c'est aussi cette attention aux inégalités »: c'est ainsi qu'Isabelle This-Saint-Jean a introduit le troisième Entretien de la Refondation qui se tenait mercredi 22 novembre, sur le thème « Femmes et Politiques ». Quelles difficultés pour les femmes en politique ? Quelles stratégies pour les contourner ? Quelle représentation des femmes aujourd'hui en politique ? Voici quelques-unes des questions auxquelles ont répondu nos trois intervenants, Camille Froidevaux-Metterie, professeure de science politique à l'Université de Reims Champagne-Ardenne et membre de l'Institut Universitaire de France, Dominique Meurs, chercheuse associée à l'Ined et professeure à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (EconomiX), David Nguyen, directeur conseil au département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

LES FEMMES PLUS INVESTIES DANS LA VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Tous trois ont d'abord évalué la situation actuelle des femmes, et des inégalités femmes-hommes, en particulier depuis les années 1960-1970. Aujourd'hui, les femmes sont plus qualifiées, plus diplômées, certaines grandes entreprises se sont quant à elles saisies de ce sujet.

« La condition des femmes aujourd'hui est duale » nuance Camille Froidevaux-Metterie. En effet, si elles ont intégré le marché de l'emploi, accumulé fonctions et statuts, les femmes continuent en sus de gérer l'organisation du foyer. Mais « cette dualité est devenue un peu comme le modèle de la condition humaine » ajoute Mme Froidevaux-Metterie, insistant également sur l'aspiration croissante des jeunes générations à « une sorte de conciliation des temps » entre vie personnelle et vie professionnelle.

Plus globalement, selon une étude présentée par David Nguyen trois quarts des Français estiment qu'il reste « beaucoup de choses à faire » pour l'égalité entre les femmes et les hommes, soit une augmentation de quinze points par rapport aux années 2000. Les raisons de sont doubles, mélange d'une prise de conscience et de faits ayant dégradé l'égalité entre femmes et hommes. Par ailleurs, en novembre 2014, une nouvelle étude a montré que désormais le critère de la vie sociale est devenu extrêmement déterminant dans l'épanouissement, bien qu'il soit toujours derrière les enfants et la vie de couple. Chez les femmes de moins de 25 ans, le critère de la vie sociale est même plus important que celui de la vie de couple. On constate donc une plus grande appétence des femmes pour la vie en dehors du foyer.

ÊTRE UNE FEMME EN POLITIQUE: DIFFICULTÉS ET STRATÉGIE DE CONTOURNEMENT

Tous les intervenants se sont accordés à dire qu'au niveau de la représentation nationale, l'évolution était « plutôt favorable ». Toutefois, dix-sept ans après le vote de la loi sur la parité, Camille Froidevaux-Metterie estime que cette évolution est « lente ». Le non-cumul des mandats devrait quant à lui permettre de continuer la féminisation de la représentation politique, selon Dominique Meurs.

Conception masculine du pouvoir, difficulté à articuler vie personnelle et vie politique, prise de parole en public, sont des éléments expliquant la moindre présence des femmes en politique. Ainsi, les hommes voient le pouvoir politique comme « quelque chose que l'on conquiert et que l'on occupe », quand les femmes envisagent leur carrière politique comme un passage, un moment de la vie professionnelle. Les horaires et l'agenda politique rendent plus difficiles pour les femmes l'accès au pouvoir: par exemple, en France, la journée du mercredi est le jour le plus important de la vie politique.



© Étienne Thomas-Derevoige

La prise de parole en public reste également une véritable difficulté pour de nombreuses femmes en politique. Du côté des hommes, on interrompt, on se répète, on parle longuement; alors que du côté des femmes, on s'autocensure, on hésite, et on se soucie de la compétence, la légitimité à s'exprimer sur un sujet. Pour Dominique Meurs, les racines cette difficulté de la prise de parole « se jouent à l'école; c'est les apprentissages que ça va se construire ». Pour la chercheuse, ainsi en est-il également de l'occupation de l'espace public.

En outre, les violences et les remarques misogynes sont un « point commun des femmes dans ce milieu », peu importe le parti politique, conçues presque comme « un rite initiatique, comme si les femmes devaient en passer par une épreuve de ce type pour être acceptée, adoubée ». Or, ces violences peuvent être la cause d'un désinvestissement de la vie politique.

Face à ces violences, Camille Froidevaux-Metterie a défini quatre idéaux-types des femmes en politique: l'Amazone, qui « endosse la mode masculine du pouvoir, ses attributs extérieurs », la Manager, ambitieuse, organisée, qui arrive souvent en politique après un passage dans le privé, la Citoyenne, « issue de la société civile, qui s'engage tardivement, qu'on est venu chercher pour un mandat local et qui progressivement mandat après mandat peut se retrouver sénatrice ou député », « plutôt sexagénaire et dans une posture de modestie », et la Femme contemporaine, en général trentenaire, avec des enfants, et qui ne veut abandonner ni son mandat ni sa vie personnelle.

EXISTE-T-IL UN VOTE FÉMININ ?

Au cours de la 5^e République, nous avons assisté, explique David Nguyen, à « un phénomène d'homogénéisation »: les femmes votent quasiment comme les hommes. Par exemple, lors de la dernière élection présidentielle, « les femmes votent comme les hommes pour Marine Le Pen ».

Une enquête a été conduite pour affiner ce constat. Les femmes déclarent que le genre n'est pas déterminant dans leur choix, et évoquent les mêmes critères que les hommes. Mais en 2014, une étude a été menée sur les personnalités pouvant devenir Premier.e ministre: elle a montré que « les femmes avaient tendance à préférer les femmes, et adhéraient moins à des Premiers ministres comme Alain Juppé ou Jean-Louis Borloo », ce qui montre l'existence d'un « phénomène d'identification » selon David Nguyen, ce que vient confirmer l'homogénéisation du vote FN constaté lors du passage de relai de Jean-Marie Le Pen à Marine Le Pen.

Entre prise de conscience de la situation des femmes en politique et persistance des difficultés, le chemin vers une véritablement représentation des femmes en politique, ainsi que l'égalité réelle entre hommes et femmes, en politique comme ailleurs, reste encore long.

VENDREDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2017

JOURNÉE MONDIALE



DE LUTTE
CONTRE
LE SIDA